



Rives méditerranéennes

50 | 2015

**Figures d'intellectuels en Méditerranée, XIX^e-XX^e
siècles**

Être un intellectuel

en Espagne (1898-1936)

Paul Aubert



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rives/4822>

DOI : 10.4000/rives.4822

ISBN : 2119-4696

ISSN : 2119-4696

Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2015

Pagination : 65-83

ISSN : 2103-4001

Référence électronique

Paul Aubert, « Être un intellectuel en Espagne (1898-1936) », *Rives méditerranéennes* [En ligne],
50 | 2015, mis en ligne le 15 juin 2017, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rives/4822> ; DOI : 10.4000/rives.4822

Être un intellectuel en Espagne (1898-1936)

Paul AUBERT

Aix-Marseille Université-CNRS, UMR 7303 TELEMME

Résumé : Après avoir critiqué le régime de la Restauration, les intellectuels espagnols constituent, à partir du milieu des années vingt, une opposition démocratique et républicaine puisque la monarchie a lié son sort à la dictature. Il s'agit d'expliquer ce phénomène, d'en évaluer l'enjeu, de préciser les modalités, les étapes et la portée d'un tel engagement dans le contexte historique espagnol et dans le cadre européen. On accuse souvent l'intellectuel soit de faire de la politique sans le contrepois des actes réels soit d'imaginer une démocratie sans le peuple, ou de renoncer à ce rôle critique qu'on attend de lui et qu'on lui reproche tout à la fois.

Resumen: Después de haber criticado el régimen de la Restauración, los intelectuales españoles constituyen, a partir de mediados de los años veinte, una oposición democrática y republicana puesto que la monarquía unió su destino a la dictadura. Se trata de explicar tal fenómeno, de valorar lo que estuvo en juego, de precisar las modalidades, las etapas y el alcance de tal compromiso en el contexto histórico español y el marco europeo. Se acusa a menudo al intelectual sea de involucrarse en la política sin el contrapeso de los actos reales sea de idear una democracia sin el pueblo o de renunciar al papel crítico que se espera de él y que se le reprocha al mismo tiempo.

Abstract: Having criticized the regime of the Restoration, the Spanish intellectuals constitute, from the middle of the twenties, a democratic and republican opposition because the monarchy bound its fate to the dictatorship. It is a question of explaining this phenomenon, of estimating the stake, of specifying the modalities, the stages and the impact of such a commitment in the Spanish historic context and in the European frame. We often accuse the intellectual or to make some politics without the counterweight of the real acts or to imagine a democracy without the people, or to give up this critical role for which we expect from him and for which we blame him quite at the same time.

« Quoi qu'il fasse, l'intellectuel le fait mal »
Theodor Adorno, *Minima moralia*

Mon propos s'inscrit *a contrario* dans la thématique de cette rencontre puisque je ne m'intéresse pas à une figure ou à des figures d'intellectuels mais à un phénomène collectif : l'apparition des *intellectuels* par l'auto-définition et la substantivation de l'adjectif en Espagne à la fin du XIX^e siècle dans le même contexte et la même chronologie que la France de l'affaire Dreyfus – et sans doute même un peu avant si l'on en juge par les écrits d'Unamuno ou de Maeztu – afin d'opposer la raison collective à la raison d'État en intervenant dans le champ politique au nom d'une réputation acquise dans l'exercice de leur métier.

Plutôt que de réitérer une définition ou une typologie¹, il a paru préférable de voir ce que ces intellectuels ont fait en tant qu'opposants, conseillers du prince ou gouvernants. Leur rôle particulier n'avait pas échappé à Antonio Gramsci² et José Ortega y Gasset était fier de constater en 1927 que, dans aucun pays d'Europe, ils ne furent conduits à jouer un rôle politique aussi important. Après avoir critiqué le régime de la Restauration, les intellectuels espagnols constituent à partir du milieu des années vingt, une opposition démocratique et républicaine puisque la monarchie a lié son sort à la dictature. Il fallait expliquer ce phénomène, évaluer l'enjeu, préciser les modalités, les étapes et la portée d'un tel engagement dans le contexte historique espagnol et dans le cadre européen. Sans prétendre offrir ici un cadre conceptuel permettant de généraliser le propos ni privilégier une approche historique qui induise une fausse symétrie avec l'histoire de France, il est possible cependant d'ébaucher, par-delà les décalages socio-politiques entre les principaux pays européens, une approche comparative du rôle qu'y jouèrent les intellectuels, en dépassant, par un inventaire analogique, le modèle français et certaines différences culturelles irréductibles.

Enfin, on ne peut manquer de s'interroger sur la pertinence du recours au pluriel générique *intellectuels* pour désigner tantôt une catégorie idéale, tantôt un groupe social en train de se faire (1917, 1926) ou de se défaire (l'été 1936). Nous n'avons pas toujours renoncé à cette facilité en considérant qu'avant la radicalisation de certains à droite, dans les années dix, ou à gauche, dans les années trente, ce sont des libéraux soucieux de rendre possible au moyen de la sécularisation, de l'éducation ou de la prédication civique, la réalisation des principes libéraux. On ne peut non

1 Voir Paul Aubert, *Les intellectuels espagnols et la politique, 1898-1939*, Thèse d'État, université de Bordeaux III, 1996, 1886 p.

2 « Le phénomène espagnol (celui des intellectuels) a des caractéristiques propres, spécifiques, déterminées par la situation particulière des masses paysannes en Espagne. Il faut pourtant le rapprocher du rôle de l'intelligentsia russe, des intellectuels italiens du *Risorgimento*, des intellectuels allemands sous la domination française et des encyclopédistes du XVIII^e siècle. Mais en Espagne la fonction des intellectuels en politique a un caractère particulier incomparable, et elle vaut la peine d'être étudiée. » Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Cahier 9, Paris, Gallimard, 1983, p. 505-506.

plus négliger, après l'apparition du phénomène avec l'auto-définition collective au moment de l'affaire Corominas, le corollaire anti-intellectualiste que n'a pas manqué d'engendrer l'omniprésence de ces « travailleurs de l'intelligence », ni même la réaction sur le mode maurassien d'intellectuels de droite qui ont fini par comprendre l'avantage que pouvait leur procurer la revendication d'une telle appellation dont ils avaient fait initialement une insulte.

Insister sur les nuances ou les différences qui se révèlent au fil du temps lors de la réalisation du projet démocratique relève d'une autre étude à laquelle nous ne pouvons que renvoyer³. On ne saurait certes négliger une approche socio-culturelle et fonctionnelle pour décrire la nouvelle classe des travailleurs intellectuels, apparue en Europe à la fin du XIX^e siècle, liée aux nécessités de la formation sociale et à ses conditions de production idéologique⁴.

Maître à penser, homme de culture, pétitionnaire, puis militant et homme politique à la fin de 1930, l'intellectuel espagnol joue un rôle fondamental dans le changement de régime en avril 1931 puis incarne l'essentiel des cadres dirigeants du nouvel État. L'étude de sa pensée et de son action constitue une clé pour la compréhension de l'histoire de l'Espagne contemporaine. Mais il faut également envisager les problèmes de l'identité, de la situation et du rôle des intellectuels, apparus au cours de la crise de la société bourgeoise et du régime de la Restauration. Seule une explication d'ensemble de ce phénomène selon un point de vue sociologique (qui sont-ils ?), idéologique (que pensent-ils ?) et politique (que font-ils ?) rend compte de l'importance de celui-ci dans le débat d'idées et permet de suivre l'itinéraire politique de la nouvelle génération d'intellectuels qui intervient dans la vie politique. Le rapport à la politique et au Pouvoir, qui se traduit par une lutte pour la liberté d'expression, la sécularisation et la démocratisation garantit la cohérence de la démarche et en justifie les limites. Une question demeure : le fait d'avoir recours aux sages de la tribu ne traduit-il pas un déficit démocratique ? Les intellectuels n'ont pas trouvé leur peuple libéral et ont cherché à se substituer à lui, les classes populaires ont sans doute trop attendu d'eux avant de les renvoyer en 1934 à leurs origines bourgeoises. C'est l'explication de cette double frustration qui guide notre raisonnement.

UNE ORIGINALITÉ ESPAGNOLE

La démocratie constitue depuis deux siècles l'horizon du progrès politique dans les pays occidentaux. En Espagne, elle tarde à venir et les intellectuels se font

3 P. Aubert, *La frustration de l'intellectuel libéral (Espagne 1898-1939)*, Cabris, Sulliver, 2010.

4 V. Christophe Charle, « Intellectuels et fin de siècle en Europe : convergence ou divergence ? » dans Paul Aubert, éd., *Crise espagnole et renouveau idéologique et culturel en Méditerranée fin XIX^e-début XX^e siècle*, Presses de l'Université de Provence, 2006, p. 175-197.

un devoir de contribuer à son avènement. L'une des originalités espagnoles réside dans l'émergence précoce d'une vocation des élites intellectuelles à exercer un rôle dirigeant et normatif, bien qu'il s'agisse d'un groupe réduit à l'intérieur d'une minorité éclairée qui s'exprime dans un pays à la culture écrite peu développée et à l'espace public encore guère médiatisé. La recherche d'une définition et d'une typologie propres à l'Espagne, incite à s'interroger sur l'identité, la situation et le rôle des intellectuels ; les conditions culturelles de leur action publique ; leurs moyens d'expression et leurs voies d'action. L'analyse de la parole et de l'action des intellectuels qui s'assignèrent cette mission est entreprise ici dans une perspective globale de sociologie historique, avant d'envisager une approche idéologique, puis une analyse de la portée de leur combat dans le siècle. Depuis l'apparition d'un groupe d'intellectuels, auto-définis comme tels, qui furent les premiers soucieux d'adapter l'Espagne au monde moderne, jusqu'à la transformation du statut de l'intellectuel, en proie aux interrogations de la pensée révolutionnaire marxiste, ce projet imposait de conjuguer plusieurs approches méthodologiques (étude institutionnelle, des élites, de la presse, des partis politiques), qui mettent en évidence, par-delà les parcours individuels, une logique collective⁵. Formés dans les institutions issues de l'introduction du krausisme en Espagne à la moitié du XIX^e siècle, depuis l'Institution Libre d'Enseignement (*Institución Libre de Enseñanza*, 1875) jusqu'au Comité pour le Développement des Études (*Junta para Ampliación de Estudios*, 1907), sans oublier cet autre parlement qu'était l'Athénée de Madrid, les intellectuels, qui se sont dotés d'une pensée critique face aux événements internationaux, sont décidés à résoudre ce qu'ils nomment « le problème de l'Espagne » autrement que par la répétition de quelques panacées (lutte contre le clientélisme, irrigation, alphabétisation, européanisation).

Ils ont agi dans la société et sur elle. Celle-ci leur renvoie d'eux-mêmes une image de tuteurs du peuple qu'ils savent exploiter pour justifier leur action. Celle-ci consiste d'abord à traduire en termes politiques les questions traditionnellement non résolues. « À qui appartiendra la terre, qu'elle soit aride ou irriguée ? », demandait Manuel Azaña en illustrant la volonté de sa génération d'aller au-delà de la protestation en faveur de la justice ou du développement par un projet politique, ancré désormais au référent de la Révolution française plus qu'au krausisme sur lequel s'était fondée l'action de leur aînés pendant le Sexennat et la Première République.

Tous ne sont pas des tribuns notoires mais la plupart deviennent journalistes et savent alterner la pratique de l'art oratoire et la rédaction d'une chronique. En effet, l'œuvre de la plupart d'entre eux est constituée de collaborations journalistiques à un moment où les conditions de la production culturelle évoluent et où apparaissent de

5 P. Aubert, « Comment fait-on l'histoire des intellectuels en Espagne ? », *L'histoire comparée des intellectuels* (dir. Jean-François Sirinelli, Michel Leymarie), Paris, PUF, 2003, p. 62-90.

nouveaux organes de presse et où tous les nouveaux partis politiques disposent d'un nouvel espace pour les accueillir : *Joven España* au sein du Parti Républicain Radical (1908), *Liga de Educación política* au Parti Réformiste (1913), *Escuela Nueva* au Parti Socialiste (1912). Car ils cherchent également à se doter d'instruments politiques, et la plupart hésitent entre l'adhésion aux nouveaux partis politiques, organisés autour des années dix, le militantisme au sein du mouvement ouvrier et la création d'un parti d'intellectuels.

Certes, les journaux sont soumis à divers types de contraintes : censure, difficultés économiques, propagande étrangère etc., qui sont autant d'entraves à la liberté d'expression et les nouveaux partis politiques doivent encore gagner leur place au sein du jeu parlementaire (Pablo Iglesias, leader du Parti Socialiste, est le seul député d'un parti extra-dynastique, depuis 1910). Ce qui est nouveau cependant, au début du siècle, c'est que l'intervention des intellectuels se structure et devient permanente. Les campagnes et les manifestations auxquelles ils prennent part, les manifestes qu'ils signent, leur collaboration journalistique, les nouveaux organes dont ils disposent, les intègrent à la vie sociale. Mais c'est le fait de prendre part aux manifestations publiques, celui de signer des manifestes qui inscrit leur engagement dans le rituel d'une expression protestataire et lui confère son caractère symbolique. À ce niveau, le rôle joué par Madrid dans la formation et l'attraction des élites intellectuelles, n'est pas négligeable. Cependant, la vision centripète ou centrifuge que l'on a de la politique symbolise l'épopée nationale qui nourrit la poésie moderniste mais propose également des solutions régionales qui ignorent la capitale, dans un État qui tourne le dos à la société. C'est donc depuis l'État que ces intellectuels prétendirent faire la nation, et non le contraire, selon le schéma idéal mais illusoire qui fonde le politique sur le social. L'insécurité de la démarche illustre ce paradoxe qui peut conduire à une aporie ou à un malentendu dès lors que le peuple, lorsqu'il acquiert une personnalité politique, ne correspond plus au schéma idéal de l'intellectuel. Celui-ci veut faire entrer le peuple au Parlement alors que les masses prolétaires sont dans la rue.

Si l'on souscrit à l'analyse de Vicens Vicens selon laquelle la crise que connaît la société espagnole se manifeste depuis le milieu du XIX^e siècle par des vagues successives chaque fois plus violentes⁶, on est enclin à opter pour une analyse qui s'inscrive dans une assez longue durée. Celle-ci peut rendre compte à la fois de la lenteur avec laquelle se structure la mentalité bourgeoise (et se manifestent les innovations techniques) et de la maturation – mais aussi de la cohérence – d'un projet politique. Tout au long du XX^e siècle, les intellectuels protestent, puis affirment un projet – la démocratisation du régime – et se dotent d'un programme, dont la mise en œuvre passe par l'instauration de la République. L'expression de leur critique évolue : de la pétition au manifeste, du discours à la chronique de presse,

6 *Historia de España y América social y económica*, Barcelone, Vicens Vives, 1972, t.V, p. 111.

puis du rituel de la protestation à celui de l'opposition, avant qu'ils ne découvrent brièvement les contraintes du Pouvoir, au point de s'identifier à la II^e République, à l'avènement et au fonctionnement de laquelle ils ont contribué. Soudain l'Espagne, qui fut longtemps en Europe, après avoir été une sorte de laboratoire politique ouvert à toutes les expériences, un espace de crispations et de désillusions, incarnait le renouveau idéologique et culturel, comme elle sembla le faire également à l'issue du franquisme avec le processus de transition vers la démocratie.

La vocation normative que s'attribuent les intellectuels impose la recherche d'une typologie, sinon d'une définition, propre à l'Espagne, sans rester prisonnier des auto-définitions formulées dans la polémique ou dans une relation critique au savoir et au pouvoir. Mais elle conduit à s'interroger sur les savoirs eux-mêmes c'est-à-dire sur les formations reçues, puis sur les formes et les normes de leur engagement lorsqu'ils se posent en contre-pouvoir. Dans la mesure où la politique est action et non science, et se développe au milieu de circonstances réfractaires à la généralisation scientifique, ce sont les actes des intellectuels et leurs réactions face aux événements qui nous intéressent, et inversement, l'influence qu'eurent ceux-ci sur leur itinéraire idéologique⁷.

Faire l'histoire des intellectuels, c'est donc à la fois, faire celle de plusieurs mouvements d'idées, se mouvoir dans un océan de références quotidiennes et entrevoir à la charnière du culturel et du politique, la théorie et la pratique. D'un côté, les intellectuels posent le problème du bon gouvernement, de l'autre, ils analysent la nature et les modalités de celui qui est le leur. Même lorsqu'ils sont d'accord sur l'objectif, les acteurs ne donnent pas toujours à l'action politique la même signification. Les uns considèrent celle-ci comme une fin en soi, les autres n'y voient qu'une étape dans un processus révolutionnaire à l'issue plus lointaine. C'est ainsi qu'après avoir voulu raconter l'histoire nationale afin de justifier la révolution libérale du XIX^e siècle, ils contribuèrent à l'éducation de la communauté pour que celle-ci soit capable d'assimiler les valeurs libérales. Ensuite viendront l'expression des idées sur la société et la forme du pouvoir et celle des imaginaires nationaux.

Après avoir joué un rôle public important au cours du Sexennat (*Sexenio*, 1868-1874) à tel point que l'on a pu comparer la I^{re} République à une république

7 Faire l'étude des mentalités des intellectuels ne peut consister dans l'anachronisme à extrapoler à partir d'un échantillon de quelques attitudes ou de quelques articles de presse, ou à comparer le jeune Azorín et le vieil Ortega. C'est là se condamner à négliger les évolutions idéologiques, le mimétisme, les contradictions et les revirements : l'anarchisant Azorín devient conservateur puis républicain et franquiste enfin ; Maeztu passe du socialisme fabien à l'autoritarisme ; Ortega, par exemple, qui est très favorable aux *Juntas de Defensa* militaires en 1917, leur est violemment hostile en 1922, il reste un démocrate, mais s'accommode du franquisme ; Unamuno méprise Ferrer, puis se prend à le regretter en 1917, il préside la Ligue antigermanophile mais écrit régulièrement dans un quotidien subventionné par les Allemands, il est anti-militariste mais approuve ce qu'il croit être un *pronunciamiento* des généraux en juillet 1936 etc.

platonicienne de philosophes⁸, puisque, trois des quatre présidents qu'eut ce régime éphémère (1873-1874) furent des professeurs de philosophie – Pi y Margall et Castelar étaient des hégéliens notoires et le troisième, Salmerón, un positiviste de filiation krausiste –, ces intellectuels se sont éloignés de la vie politique au début de la Restauration. Déçus par le déroulement d'une vie politique soumise à la routine frauduleuse de l'alternance concertée, qui ne faisait aucune place aux nouveaux courants idéologiques, ils ont cessé de donner leur avis. Les hommes politiques n'ont pas cherché davantage à les solliciter. Le jeune Unamuno le reconnaît : « Nous détestions alors presque tous la politique. » De surcroît, ils étaient dépourvus alors d'humilité savante et de cette volonté de « faire passer le droit et un idéal de justice avant leur personne, leurs intérêts de nature et leurs égoïsmes de groupe », selon la définition morale que donnait Lucien Herr des intellectuels. Après l'hégélianisme de leurs aînés, leur philosophie de repli, empreinte de mysticisme spéculatif, qui n'était pas incompatible avec l'individualisme libéral, fut le krausisme. Ce mouvement basé sur la doctrine éthico-pédagogique de Krause, commence, à partir de 1876, à avoir une influence diffuse dans toutes les sphères de la société à travers l'éducation et le succès, au sein de la bourgeoisie madrilène, de l'Institution Libre d'Enseignement, fondée par Francisco Giner de los Ríos en 1875. Il permet plus tard une alliance des partis bourgeois avec la social-démocratie incarnée par des philosophes ou des juristes néo-kantiens tels que Julián Besteiro ou Fernando de los Ríos.

Si les historiens ne peuvent se soustraire à l'histoire, ni les médecins à la maladie, ce furent certes, jusqu'à une époque récente, des intellectuels qui réfléchirent sur la condition et le rôle des intellectuels. Il ne faut pas toujours prendre au pied de la lettre leur témoignage formulé dans une relation critique au savoir et au pouvoir⁹. En prenant pour objet un monde social qui était le leur, ils ne purent éviter, dans l'analyse de leur fonction, une dramatisation. Par ailleurs, leur témoignage n'était pas toujours désintéressé : soit parce qu'il visait à justifier une attitude, soit parce qu'il la dignifiait *a priori*, en procédant à une sécularisation de la fonction spirituelle dévolue traditionnellement au clergé. Ces Pères fondateurs d'un petit ordre fermé pouvaient-ils parler d'eux-mêmes ? « Les intellectuels se trouvent toujours d'accord pour laisser hors-jeu leur propre jeu et leurs propres enjeux »¹⁰.

La première question traduit une vision finaliste de l'Histoire qui, faisant d'obscurité vertu, a intérêt à masquer la frontière entre la connaissance savante et l'instruction publique. La seconde exprime un ressentiment réducteur, qui s'en tient à une dénonciation anecdotique des élites autoproclamées¹¹, et néglige la définition

8 Luis Araqúistáin, *Pensamiento español contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1962, p. 34.

9 Même lorsqu'ils ne peuvent confondre les deux – *educare* ne bifurque pas toujours en *ducere* – et s'il est exagéré d'évoquer un quelconque *pouvoir spirituel* autre que religieux sur les alphabètes.

10 Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, éd. de Minuit, 1984, p. 62.

11 Raymond Boudon, « L'intellectuel et ses publics : les singularités françaises », dans J.-P. Reynaud et Y. Grafmeyer éd., *Français qui êtes-vous ?*, Paris, La Documentation française, 1981, p. 465-480.

de leur rôle dans la crise de la société bourgeoise. Que représentent les intellectuels ? Parlent-ils seulement en leur nom ? Quel est l'agent de la transformation sociale qu'ils préconisent ? Ils ont tendance à diaboliser la politique et les gouvernants (comme ces intellectuels qui, en juin 1905, publient en Espagne un manifeste hostile au président du Conseil accusé d'avoir signé le traité de Paris en 1898 qui entérinait la perte de Cuba). Mais, comme ils affirment également que le peuple est victime de l'analphabétisme, ils se posent en ultime recours en prétendant le représenter. Mais ils croient au caractère émancipateur du savoir. Cette croyance – que le peintre Gustave Courbet et le poète José Martí résument du même aphorisme « savoir pour être libre » – est à l'origine de la mission des maîtres d'école de la III^e République française et se répandra parmi les autodidactes du mouvement ouvrier.

Par-delà le point de vue éthique, se profile une autre question : le savoir doit-il conférer le pouvoir ? Ce problème, qui est à l'origine de la technocratie, clairement exposé par Saint-Simon (qui proposait de créer en Europe un comité de douze savants et neuf artistes chargés d'assurer les progrès de la civilisation), on le retrouve chez Auguste Comte lorsqu'il envisage d'utiliser les méthodes de la science dans le calcul des décisions politiques¹².

Soixante ans après la génération qui fit la I^{ère} République et la perdit l'année suivante, ils forgèrent un nouveau régime démocratique et parvinrent brièvement à le faire fonctionner dans un contexte européen hostile où l'on remettait en cause les fondements et le fonctionnement de la démocratie parlementaire. Les intellectuels sont persuadés qu'ils doivent émanciper le citoyen par le développement de l'instruction ; ils veulent lutter contre l'immixtion des pouvoirs de fait dans la vie publique et séculariser la société afin de permettre à leur pays d'atteindre le niveau civique et scientifique européen.

SITUATIONS ET PROJETS

Être libéral, ce fut d'abord produire et diffuser un discours d'opposition qui n'analysait pas une situation mais affirmait des valeurs d'autant plus intangibles qu'elles restaient lettre morte : liberté d'expression, suffrage universel, sécularisation de la société que la droite catholique assimila à une volonté de déchristianisation.

Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, ed. de Minuit, 1984.

12 Un livre représentatif de ce courant dû à un ingénieur des Mines, Léon Donnat, intitulé *La politique expérimentale* (Paris, Reinwald éd., 1885), vante les mérites de l'expérimentation. Mais il atténue cette propension au scientisme en subordonnant l'appréciation de celle-ci à l'assentiment des citoyens. Le vote proportionnel et le référendum suisse lui semblent la meilleure façon de l'obtenir. Mais que faire si les citoyens refusent leur consentement ? Peut-on imposer aux hommes un comportement au seul nom de l'analyse scientifique ? Cette déviation technicienne, qui trouve des prolongements dans les diverses facettes de l'idéologie technocratique n'est guère prise au sérieux.

On voulut donc former des formateurs afin de changer la société de l'intérieur par l'éducation (Giner), faire la réforme afin d'éviter la révolution (de Costa à Araquistáin, c'est-à-dire entre 1902 et 1931) puis faire la révolution afin d'éviter la contre-révolution apparue en Allemagne (1933-1936). Par conséquent, l'émergence d'une société civile fut tardive et lente en Espagne. La référence ne sera plus le rêve libéral du passé, ni la protestation présente au nom des grands principes : la nostalgie, et l'indignation ont fait place à l'expression de l'espoir raisonné d'une démocratisation du régime.

Par ailleurs, le prolétariat commence à s'organiser sur des bases marxistes et reçoit l'appui des intellectuels¹³ qui croient pouvoir comprendre l'Histoire en se rapprochant du monde du travail, tandis que les ouvriers ont besoin des intellectuels pour avoir accès à la culture, c'est-à-dire à l'interprétation du monde qui les entoure. L'évolution de ces deux phénomènes explique des moments de collaboration et de méfiance réciproque, dus essentiellement à une erreur sur l'identité de l'agent du changement politique : peuple souverain ou prolétariat révolutionnaire ?

Non seulement les libéraux espagnols se divisèrent au fil des ans sur des questions essentielles, comme la forme de l'État ou le rôle de celui-ci dans le domaine économique et ne furent pas capables de démocratiser son fonctionnement, mais ils ne surent pas résister aux nouvelles poussées anti-libérales, après la Première Guerre mondiale. La centralisation jacobine, puis le socialisme, qui entendaient consacrer la primauté de l'intérêt général, mais aussi l'opposition de l'Église, qui voyait dans l'idéologie libérale la responsable de la fin de l'Ancien Régime et donc de sa propre hégémonie, renvoyaient le libéralisme au domaine des libertés formelles. La révolution française de 1789, tout comme le mouvement qui déboucha sur la constitution espagnole de Cadix de 1812, restèrent des références, mais la théorie libérale ne sut pas répondre aux questions posées par les déséquilibres sociaux issus de l'urbanisation de la fin du XIX^e siècle. Et le libéralisme fut vécu en Espagne comme un échec.

L'intellectuel traditionnel adresse au peuple des manifestes, en prétendant agir en son nom, pour défendre la liberté et exiger la justice. Au cours des années dix, la droite s'empare du mot qu'elle méprisait jusqu'alors et voit le parti qu'elle peut tirer de la fonction. Les années vingt voient l'apparition d'un nouvel intellectuel préoccupé au nom de l'éthique par l'évolution de toute la formation sociale : l'eugénisme, la vie familiale, l'organisation de la société sont souvent son cheval de bataille. On parla ensuite de l'intellectuel organique soit pour désigner celui qui mettait son talent au service du Pouvoir, soit pour nommer l'intellectuel collectif représenté par le parti ouvrier.

13 P. Aubert, «Intellectuales y cambio político», *Los orígenes culturales de la II República*, Actes du IX^e Colloque d'Histoire contemporaine dirigé par M. Tuñón de Lara, José-Luis García Delgado ed., Madrid, Siglo XXI, 1993, p. 25-99 ; «Intellectuales y obreros (1888-1936)», *Cuadernos de Historia Contemporánea*, Madrid, Universidad Complutense, vol. 30, 2008, p. 127-154.

La possible disparition de l'intellectuel, une fois sa mission accomplie, déjà théorisée par Lénine, fut envisagée en Espagne notamment par Besteiro. La définition du concept évolue, par conséquent, au gré des circonstances sans que la nouvelle définition annule nécessairement la précédente, car elle dépend des modalités de l'engagement et de l'action de l'intellectuel, en fonction de son insertion dans le corps social. Cela ne manque pas d'induire des réactions adulateuses ou hostiles : l'intellectualisme, devenu synonyme de pensée stérile et répétitive, engendrant, à gauche autant qu'à droite, l'anti-intellectualisme¹⁴. On retiendra quatre modalités d'action : protester, au nom de la morale et de la réputation acquise dans l'exercice d'un métier littéraire ou scientifique, contre l'injustice et en faveur du droit ; s'ériger en maître à penser en influençant la jeune génération ; faire de l'éducation une cause nationale ; et enfin, définir un projet et forger un programme d'action politique. Ceux qui ajoutèrent la modalité révolutionnaire partir de 1933 devinrent des militants et perdirent leur condition morale de témoin. Pourtant on leur demandait de prolonger le sacerdoce laïc en bâtissant un système intellectuel du monde puisqu'ils étaient capables de voir dans le concret l'organisation de qualités abstraites. L'emphase romantique qui les prenait pour des prophètes ne leur déplaisait pas : « Le poète lit dans les étoiles la route tracée par le doigt de Dieu », prétendait Victor Hugo¹⁵. Les jeunes Maeztu et Unamuno prétendirent comprendre avant les autres l'état de leur pays et la situation qui leur était faite.

Cependant le témoignage des intellectuels dans les conjonctures critiques a toujours un caractère éphémère. Être intellectuel, ce n'est pas un métier mais une fonction, puisque l'intellectuel doit toujours se nommer face à l'événement. Comme disait Alain : l'affaire Dreyfus est toujours à refaire. La lutte qu'elle a suscitée pour la liberté des citoyens et la paix des peuples n'est jamais finie. Mais peut-on ériger en combat permanent le monopole de l'indignation et du courage ou se désigner comme gardien d'un temple à construire ? Finalement on reproche à l'intellectuel libéral un engagement ambigu qui est consubstantiel à son apparition publique. Enfin, une autre question ne peut manquer d'être envisagée : de jeunes écrivains, désireux d'en découdre, ne chercheront-ils pas à exploiter le moindre prétexte (injustice, erreur judiciaire), à le transformer en une affaire qui, par voie de conséquence, leur conférerait ce statut envié ?

Avec la montée d'un nationalisme chaque jour plus véhément pour pallier l'absence de projet social et politique, un intellectuel de droite apparaît qui est le plus souvent un esthète (comme D'Annunzio en Italie, D'Ors en Espagne ou Gonzague de Reynold en Suisse) préoccupé par l'ordre, l'exaltation des gloires nationales et la condamnation du matérialisme. Celui-ci s'efforce de rendre compatible la tradition

14 P. Aubert, « Elitismo y antiintelectualismo en la España del primer tercio del siglo XX », *Las élites en la España de Alfonso XIII*, Javier Tusell, Juan Avilés, Julio Gil-Pecharromán eds., Madrid, UNED, 1994, p. 108-139.

15 Paul Bénichou, *Le sacre de l'écrivain*, Paris, Corti, 1973.

religieuse et la modernité technique. Son discours, avec des accents corporatistes, cache mal des velléités autoritaires et anti-libérales, destinées à rendre efficace l'action politique. L'imaginaire social engendré par ces projets se caractérise par une représentation idyllique du monde rural et s'inscrit dans un songe démagogique de retour à la communauté paysanne, à sa démocratie organique et naturelle qui ignore les partis et le parlementarisme. Un tel projet repose sur un peuple sain de la campagne et des montagnes, dirigé par des chefs charismatiques (les intellectuels) dont le pouvoir se verra confirmé par une adhésion plébiscitaire.

Dans un milieu qui « luttait contre l'uniformité imposée par les principes de la Révolution française », Eugeni d'Ors trouva avec les idées de Maurras un ferment capable de détruire rationnellement les principes du libéralisme. Il considéra, comme lui, que le romantisme avait été une inutile rébellion individualiste face aux lois objectives de la réalité. Il partagea avec lui le sens du classicisme, qu'il trouva aussi dans la lecture de Taine, comme message réformateur fondé sur la conviction qu'il existe une unité culturelle propre au monde méditerranéen. Cet idéal, qui était proche de celui de D'Annunzio, répondait au complexe d'infériorité que le monde latin ressentait à l'égard de l'Europe septentrionale¹⁶ qui évoquait volontiers la décadence des nations latines en oubliant que le monde germanique et anglo-saxon avait connu, lui aussi, quelques années auparavant, sa crise d'identité. Cependant D'Ors ne liait pas, comme Maurras (dont l'influence diminua en Espagne après la condamnation de *L'Action française* par le Vatican), le nationalisme, selon lui inspiré par Rousseau, à la Monarchie. Il détestait également le positivisme d'Auguste Comte sur lequel se fondait le nationalisme intégral maurrassien¹⁷. L'anti-romantisme et l'intellectualisme qui inspirèrent ce retour à l'ordre dans le cadre d'une unité culturelle propre au monde méditerranéen, débouchèrent sur la conception d'une culture quasi officielle qu'Eugeni d'Ors se chargea d'orchestrer, brièvement jusqu'en 1917, au sein des nouvelles institutions catalanes. Cependant, ses idéaux pré-fascistes n'obtinrent qu'une audience limitée et ne parvinrent pas à modifier la doctrine nationaliste catalane, car le souhait de fonder l'identité catalane sur l'autoritarisme hérité des cercles néo-nationalistes français, s'opposait aux idéaux du nationalisme catalan officiel. Le « noucentisme », animé par Eugeni d'Ors, est donc un mouvement ambigu, à la fois conservateur et modernisateur alliant la tradition idéologique et la modernité technique. Cette modernité se conjugue aussi bien avec celle qui réinvente le passé qu'avec le mythe futuriste bien éloigné du récit des origines.

C'est sur ce paradoxe idéologique, fruit de la juxtaposition de la modernité, du passé national – ou gréco-latin – que repose l'insolite dialectique de la nouvelle

16 Eugeni d'Ors, *Obra catalana completa. Glosari*, 1906-1910, Barcelone, 1950, p. 461 ; "Versailles a la moda", 5 décembre 1906.

17 Eugeni d'Ors, *Ibid.*, p. 1481 ; *Nuevo Glosario*, t. II, Madrid, 1947, p. 348-349, 574 ; *Nuevo Glosario*, t. III, Madrid, 1949, p. 120.

droite qui établit des relations avec Mussolini avant de prêcher la contre-révolution, comme le cénacle d'intellectuels qui prirent part à la Dictature de Primo de Rivera, autour de Ramiro de Maeztu, José Pemartín ou Eugenio Vegas Latapié. Mais on présente aussi cet idéal contre-révolutionnaire comme la lutte moderne de certaines élites sociales pour un pouvoir autoritaire selon les règles du darwinisme social qui ne permet qu'aux meilleurs de survivre face à une nation hostile. Celles-ci proposent des solutions hiérarchiques aux conflits sociaux, comme le suggéra soudain le dilemme que Salvador de Madariaga formulait avec son livre *Anarchie ou hiérarchie* dans l'Espagne de 1934¹⁸. Mais ces intellectuels conçoivent la politique, avec des visions idéalisées de l'Antiquité et de la Renaissance, comme une œuvre d'art dès lors que l'Ancien Régime était un État baroque et catholique, « théâtral comme l'art lui-même »¹⁹. Cet intellectuel de droite poursuit une utopie : en Espagne, l'intellectuel devenu phalangiste entend reconquérir sous le franquisme la place perdue après le triomphe de la République. Il avait voulu construire la Cité de Dieu sous la Dictature de Primo de Rivera et surtout au début du franquisme après que la Guerre civile eut permis de faire table rase. Il n'eut qu'un ennemi : le suffrage universel et le libéralisme, mais dut rivaliser avec un intellectuel catholique qui prêchait la croisade et la contre-révolution violente.

LE RAPPORT AU SIÈCLE

Le régime de la Restauration, marque le retour de l'État constitutionnel à des valeurs conservatrices qui semblaient révolues après la révolution de 1868, et a favorisé l'apparition d'une classe de travailleurs intellectuels qui ne pouvait plus être assimilée par le Pouvoir. Ils luttèrent contre un malaise et s'efforcèrent de provoquer une prise de conscience dans les milieux politiques. Ils voulurent ensuite s'adresser à l'opinion, en protestant au nom de la morale contre la répression et en faveur de la justice. La nouvelle génération, qui s'est formée philosophiquement en Allemagne à partir de 1908, grâce aux bourses de la *Junta para Ampliación de Estudios*, et politiquement dans le débat suscité par la Première Guerre mondiale, se dote d'un programme : la démocratisation. Elle monopolise les moyens d'information et impose un nouveau discours politique réformateur, moins rhétorique mais plus précis, que celui des époques précédentes ; celui-ci aspire à être national et finira par être républicain. La question sociale, qui se pose avec davantage d'acuité, à partir de 1917, lui fait adopter une attitude plus radicale. Après avoir voulu réformer en vain le régime, les intellectuels ne songent plus qu'à le renverser. Aucun régime n'écarta, comme la dictature de Primo de Rivera, les élites nationales du Pouvoir en laissant

18 Salvador de Madariaga, *Anarquía o jerarquía*, Madrid, Aguilar, 1934, 291 p.

19 Hans Ulrich Jost, *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse (1890-1914)*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1992, p. 123.

le champ libre aux intellectuels pour structurer une opposition démocratique et républicaine. A tel point que le champ intellectuel et celui de l'opposition au Pouvoir finirent momentanément par se confondre.

Dès lors, l'intellectuel cesse d'être un moraliste isolé, un membre rebelle de la bourgeoisie, pour acquérir une plus grande conscience de groupe et préparer une alternative politique. Cependant, il ne sait pas s'il doit militer au sein d'un parti bourgeois réformateur, adhérer au parti du prolétariat ou contribuer à la création de ce parti d'intellectuels toujours en projet depuis le début du siècle (depuis Joaquín Costa jusqu'à José Ortega y Gasset). Il n'est plus question désormais de mettre un terme à la décadence du pays ou de le régénérer : afin de favoriser le progrès et la modernisation de l'Espagne on veut réformer les normes et les formes mêmes du Pouvoir, et ensuite s'emparer de celui-ci, après avoir constaté qu'il n'est pas possible d'entrer dans son jeu. Les intellectuels entrevoient alors la possibilité de considérer la réalité en dehors du plan institutionnel et selon une perspective autre que strictement culturelle.

Ce n'est pas pour autant que l'historien doit être dupe des représentations et des catégories de l'époque qu'il prétend étudier. Oracles de la République, étonnés que leurs ouvrages ne soient pas le bréviaire des gouvernants, les intellectuels ne peuvent ignorer que, s'ils interviennent dans la vie politique, ils ne sauraient se soustraire aux aléas de celle-ci. Les intellectuels sont persuadés qu'il faut émanciper le citoyen par le développement de l'instruction. Ils veulent lutter contre l'immixtion des pouvoirs de fait dans la vie publique et séculariser la société. Leur but est de faire l'État en élaborant de nouvelles institutions. Mais ils ont du mal à construire celui-ci sur une nation qui, à leurs yeux, n'existe pas encore. L'apparition des masses les oblige à réviser les fondements de leur pensée et les modalités de leur action alors qu'ils concevaient celle-ci comme le privilège d'une élite. La poussée des revendications nationalistes aurait dû les contraindre à renoncer à une erreur de perspective illustrée par cette métonymie qui depuis des siècles assimile l'Espagne à la Castille au détriment de la Catalogne.

Dans les moments critiques (1917, 1931, 1934) les intellectuels tiennent le plus souvent un discours idéologique qui n'analyse pas la réalité mais prétend l'expliquer en fonction d'un modèle réformiste ou révolutionnaire.

Après avoir situé les intellectuels face à l'événementiel et étudié les principales grilles de lecture de l'événement dont ils ont disposé (de la Révolution française, aux Révolutions turque, mexicaine ou Révolution russe et à la montée du fascisme sans oublier la revendication d'une tradition démocratique nationale), l'analyse des étapes de leur engagement et leurs modalités d'action, montre à quel point le sens de leur combat et leur attitude face au Pouvoir évoluent. En une décennie, l'opposition au monarque s'est transformée en opposition à la monarchie puis en appel à la république.

Ceux qui critiquent le régime dénoncent l'alternance pacifique entre

conservateurs et libéraux fondée sur la pratique raisonnée des élections falsifiées. Ce fléau, unanimement dénoncé, sous le nom de caciquisme, est justifié par l'absence d'opinion publique par ceux qui l'entretiennent, même s'ils restreignent la liberté d'expression. À moins que l'on ne considère, comme Unamuno, que ce clientélisme est un substitut à l'administration défailante. La nouvelle génération fait le bilan de l'itinéraire intellectuel de ses aînés dont la passion égocentrique et iconoclaste a fini par engendrer la méfiance. Elle en profite cependant pour rendre hommage à Galdós et à Costa dont elle salue les nombreuses interventions publiques. Vers 1905, l'échec de l'intervention de la première génération d'intellectuels en politique est patent. Le groupe de 1898 est dissous. Son témoignage aura été moral et littéraire. Il n'a pas dépassé le stade des idées et n'a pas structuré un mouvement, hormis la brève tentative du groupe des trois : Azorín, Baroja, Maeztu. Mais à partir de 1909, la rupture moderniste semble consommée, les derniers feux protestataires de 98 sont éteints et se trouve ébauchée, après plusieurs tâtonnements, et le retrait de Unamuno, la plate-forme du réformisme bourgeois avec la formation de la *Conjonction républicano-socialiste*, puis la constitution du Parti Réformiste en 1913. La création au sein de celui-ci de la *Ligue pour l'Éducation Politique* d'Ortega y Gasset intervient à un moment où la crise pour la direction des partis dynastiques, après la retraite de Maura et la mort de Canalejas (García Prieto se posant en rival de Romanones et Dato s'apprêtant à prendre le relais chez les conservateurs) semble prédire quelque chance de succès à l'action concertée des intellectuels.

En une décennie, l'opposition au Monarque s'est transformée en opposition à la Monarchie puis en appel à la République. Après des débuts difficiles, faits de conquêtes et d'affirmations, les intellectuels, confrontés au réel, passent du témoignage moral à l'action civique et à la réforme de l'État. Après deux faux départs, et la définition d'une attitude dans la critique de l'attitude officielle face à la défaite de 1898 et par rapport aux propositions de Joaquín Costa, ils élaborent un programme et commencent à se doter de moyens d'expression (nouveaux organes de presse) et d'action (nouveaux partis politiques). Leurs premières interventions traduisent une conscience malheureuse face au malaise qu'ils éprouvent à cause de la situation de leur pays, puis face à diverses affaires judiciaires qui les touchent plus ou moins intensément (Affaire Dreyfus, Procès de Montjuich, Affaire Ferrer). Après les tâtonnements du deuxième lustre (1906-1912), ils se mettent en quête d'une refondation nationale, à la faveur de la polémique suscitée par la Guerre de 14 et l'attitude neutre de leur pays.

C'est au cours de la Première Guerre mondiale que se structure le mouvement de protestation des intellectuels. Ceux-ci apparaissent comme des acteurs politiques au moment où le système de la Restauration est confronté à son propre blocage et avant qu'ils n'entrevoient des voies alternatives en dehors de celui-ci, après l'échec des expériences de rénovation interne de Maura et de Canalejas. Une fois vaincu le malaise du tournant du siècle, se précise, par paliers successifs, depuis la lutte

antigermanophile jusqu'à l'appel de l'Union Démocratique en 1918 puis lors de la polémique sur la question marocaine (1921) et l'opposition à la Dictature de Primo de Rivera, l'expression d'un sentiment démocratique. La lutte des intellectuels, une fois dépassées les panacées *régénérationnistes*, se caractérise par la constance de leur action et par l'homogénéité sinon de leurs écrits, du moins de leurs leitmotivs et de leur langage. La question sociale, qui se pose avec davantage d'acuité, à partir de 1917, leur fait adopter une attitude plus radicale. Mais leur combat n'acquiert tout son sens que lorsqu'ils s'opposent au régime sous la Dictature de Primo de Rivera et sont porteurs d'un projet : la République, solution qui, après l'échec de la Première République en 1874, n'était guère d'actualité jusqu'alors. Le débat constituant qu'ils ont entamé et l'éventualité d'une ouverture du système de la Restauration, par la participation de catalanistes et de réformistes au Pouvoir, sont interrompus par le coup d'État. En les poursuivant, après avoir renoncé à les séduire, et en faisant d'eux des ennemis publics, le Pouvoir leur confère un statut d'opposant et affermit leur républicanisme.

La période 1926-1931 marque l'apogée de leur mouvement. Jusqu'en 1917, les intellectuels s'efforcent en vain de provoquer une prise de conscience afin de tirer le pays de sa décrépitude, rajeunir ses structures, en faire une nation moderne. Ensuite les questions sociales occupent une place de plus en plus importante. L'apparition des organisations de masses (partis ouvriers et syndicats) les oblige à réviser les modalités de leur action. Les uns continuent à vouloir apparaître comme les guides de leur peuple, les autres s'engagent dans l'action politique à côté des militants des partis politiques ou des syndicats. Il ne s'agit plus d'un mouvement de protestation conjoncturel mais d'une action continue. L'engagement public des intellectuels – que Luis de Zulueta décrivait encore en 1905 comme une fièvre intermittente – est devenu permanent. Bien qu'il existe, par-delà certains itinéraires individuels, une logique collective, il ne fait aucun doute que José Ortega y Gasset est l'un des acteurs les plus importants de cette évolution. Après avoir voulu réformer en vain le régime, les intellectuels ne pensent plus qu'à le renverser. En une décennie, l'opposition au monarque se transforme en une opposition à la monarchie, et ensuite en appel en faveur de la république. Lorsque Ortega y Gasset cisela sa formule « *Delenda est Monarchia* »²⁰, il exprimait un sentiment amplement partagé. Encore fallait-il faire triompher la nouvelle République issue de la fête populaire du 14 avril 1931. Après avoir joué un rôle fondamental dans le changement de régime et avoir concouru à l'avènement de la II^e République, ils incarnent l'essentiel des cadres dirigeants du nouvel État. Pourtant, alors qu'ils contribuent à la rédaction de sa Constitution, de nombreux intellectuels se disent déçus par le contenu politique du nouveau régime et prennent leurs distances. Ils ont acquis une identité en essayant de former l'opinion. Le suffrage universel a légitimé leur engagement, mais les a transformés

20 José Ortega y Gasset, « El error Berenguer », *El Sol*, 15 novembre 1930.

en hommes politiques qui devraient être jugés comme tels.

Les intellectuels veulent faire l'État en élaborant de nouvelles institutions, mais ils ont du mal construire celui-ci sur une nation inachevée, et à agir sur celle-ci. Ils parlent au peuple, au nom d'un peuple qui n'existe pas encore, puisqu'il faut l'éduquer dans un pays rural qui a du mal à se démocratiser. L'apparition des masses les oblige à revoir les fondements de leur pensée et les modalités de leur action qu'ils concevaient comme le privilège d'une élite. L'enjeu du débat social forme une unité complexe : on suggère que les résistances à la sécularisation, à la démocratisation ou à la modernisation viennent du monde rural et que la résolution de la question scolaire passe par celle de la religieuse. Enfin, ils reviennent sur la nécessité d'une réforme agraire : une question qui semble traditionnellement mal posée, puisque sont des hommes de culture qui font passer l'éducation avant les réformes structurelles. Cependant, l'analyse du discours social des intellectuels révèle un malentendu sur la définition du titulaire du pacte constituant et un espoir infondé sur la capacité des classes moyennes à prendre en charge le changement. Sur ce peuple introuvable, après que l'on a prétendu sanctifier le suffrage universel masculin en faisant de l'individu un citoyen, se fonde une démocratie imparfaite.

Les étapes de l'engagement social des intellectuels, qui éclaire la genèse et l'évolution de la Seconde République, ce régime que les intellectuels eux-mêmes n'hésitèrent pas à appeler eux-mêmes, après Azorín, la « République des intellectuels », sont également riches et révélatrices à cet égard : depuis l'autodéfinition et le manifeste, la prise de parole et la manifestation, la collaboration journalistique qui confère un magistère, jusqu'à la participation au Gouvernement. Cette étape de leur action réformatrice (1931-1933) sonne la fin des illusions. Après la brève expérience du Pouvoir, arrive le temps du désenchantement et de l'exil. 1931-1936.

CONCLUSION : EXPERT, CADRE POLITIQUE OU CONSCIENCE UNIVERSELLE ?

Depuis "J'accuse", le manifeste d'Émile Zola, qui symbolise le début de leur témoignage en faveur de la justice, jusqu'au *Retour de l'URSS* d'André Gide, qui dit leur déception de devoir renoncer à trouver dans ce pays une seconde patrie où pouvait se réaliser leur utopie, les intellectuels crurent être capables, en défendant quelques individus injustement poursuivis, de faire régner la justice, la morale et le droit dans leur pays. Ils s'assignèrent en Espagne, à partir du milieu de la première décennie, une tâche plus ambitieuse : éduquer le peuple afin de fonder la nation et même, dans la fièvre des années trente, contribuer à la libération des peuples opprimés (le rôle de l'Espagne à la Société des Nations n'est pas négligeable). Considérée rétrospectivement au moment de la Guerre civile, celle-ci fut perçue, après la remise en cause de l'idéologie des Lumières par l'idéalisme romantisme et de

celui-ci par le marxisme, comme une défaite de la raison et un échec du libéralisme.

Les intellectuels ont-ils vocation à constituer une classe dirigeante ? En Espagne, ceux qui s'assignent la tâche de gardiens des valeurs morales, et sont reconnus comme créateurs et vecteurs d'idées, finissent par pallier l'absence de cadres politiques. Par la constance de leur protestation et leur omniprésence dans la presse et les manifestations publiques, ils créent un climat idéologique favorable à la République dont ils pensent avoir une vocation à interpréter l'avènement. Ils perdent alors l'homogénéité qu'ils se sont forgée dans leur lutte contre la monarchie et sont confrontés à trois types de difficultés : d'une part, ils doivent à la fois définir et faire fonctionner le nouveau régime ; d'autre part, persuadés que le retard de l'Espagne est dû à un sous-développement culturel, malgré l'essor de ce que l'on appela l'Âge d'Argent de la Culture, ils privilégient l'éducation et ne peuvent se résoudre à renoncer à leur rôle critique d'intellectuels sans se demander si celui-ci est compatible avec leur participation au Pouvoir. Vouloir que l'intelligence soit un élément de progrès social peut sembler utopique dans l'Espagne de 1936 en proie à la discorde. Manuel Azaña comprend tardivement que l'on ne réforme pas la société par décret et encore moins sans administration, ou que la démocratie n'est pas la rédaction d'une constitution mais l'application de celle-ci. Les intellectuels peuvent-ils rester des experts ou des critiques médiatiques de l'expérience démocratique plus que des cadres politiques ? Incarnent-ils encore la conscience universelle sur le mode souhaité par Julien Benda lorsqu'il s'en prit à leur engagement partisan au cours de la Première Guerre mondiale.

Les intellectuels ont-ils contribué à la modernisation de la société et à celle du Pouvoir ? Leur action politique semble fragile et insuffisante. On a l'impression d'un échec et d'un malentendu. En parvenant au Pouvoir ils sont restés fidèles à leur projet mais ils ont davantage pensé en termes normatifs qu'en fonction de la réalité. Ils n'ont peut-être pas mesuré le poids des contraintes de la politique nationale. La mise en œuvre des réformes, jugées insuffisantes par la gauche, rencontre l'opposition des organisations patronales, d'une partie de l'armée et du clergé. Les intellectuels continuent à raisonner en éducateurs alors que la situation exigeait des changements de structure : la réforme agraire ne connaît qu'un début d'application. Il est vrai qu'ils n'ont pas les moyens économiques nécessaires et que la modernisation de l'Espagne qu'ils veulent entreprendre, en instaurant des valeurs démocratiques, s'inscrit à contre-courant dans le contexte européen des années trente où celles-ci sont en crise et que la politique de grands travaux de Primo de Rivera a vidé les caisses de l'État. À partir de 1934, une autre histoire commence qui n'exige plus un engagement politique mais un choix face à la révolution et à la contre-révolution et à la menace de guerre civile. Elle réduira Unamuno, Ortega, Altamira et bien d'autres au silence lorsqu'ils constateront qu'après avoir été celui qui avait le monopole du discours social et de la parole autorisée, l'intellectuel ne représentait plus rien. Ils vécurent la nouvelle situation qui leur était faite comme un drame personnel. « Ma défaite »,

dira Unamuno²¹. « Mon peuple m'a trompé. Tout ce que j'ai cru de lui, il l'a démenti par ses actes », renchérit Altamira, en renversant la perspective, car, depuis qu'il avait pris le contrepied des discours pessimistes de 1898, son but avait été de rendre au peuple espagnol sa confiance dans l'histoire nationale²². Quant à Ortega, il ne bat pas sa coulpe mais entend rester fidèle au programme qu'il avait assigné aux hommes de sa génération qu'il prétendait guider : « penser rigoureusement, faire de la littérature ou se taire ». Il choisit, après avoir joué les Cassandre, la dernière solution, persuadé que « l'intellectuel n'existe plus socialement, est un paria et un délinquant ». Reste à savoir si continuer à vivre dans le monde des idées et dans la « religion de la liberté »²³ en revendiquant la restauration des grands principes libéraux (au premier rang desquels se trouve le suffrage universel) face au totalitarisme naissant n'était pas la manière la plus radicale de s'opposer à celui-ci.

L'action et la critique de ces intellectuels ont-elles été utiles à la démocratie ? Ils furent persuadés qu'ils incarnaient le pays réel. Leur engagement public croissant vient rappeler que la culture espagnole a connu un âge d'or, mais il est aussi la preuve que la société manquait encore de cohésion. Il illustre la faiblesse de la société civile dans un pays du sud de l'Europe qui substitue la République imaginée à la nation inachevée. On a l'impression d'une gradation dans la pensée et l'action des intellectuels au cours du premier tiers du ^{xx}e siècle, puisqu'ils se préoccupent successivement du citoyen, de la nation, de l'État et de la République, afin de défendre l'individu face à l'emprise du Pouvoir, de poursuivre la construction nationale, de refaire l'État, et d'affirmer la permanence du sentiment républicain. Toutefois on ne saurait oublier la façon espagnole d'être un intellectuel, c'est -à-dire le fait que les élites intellectuelles qui ont constaté qu'il était difficile d'orienter les gouvernants veulent les supplanter. Elles sont alors incapables de renoncer à produire un discours parallèle et finalement hostile à celui du Pouvoir. Après s'être auto-défini comme tel, l'intellectuel se met à penser sa propre disparition en exprimant la volonté toute

21 M. de Unamuno, *El resentimiento trágico de la vida*, Madrid, Alianza ed. 1991, p. 31. V. P. Aubert, «La "Guerra civil" de Miguel de Unamuno», *Circunstancia*, n° 19, mai 2009, Revista de Ciencias Sociales del Instituto Universitario de Investigación Ortega y Gasset, Revista Electrónica Cuatrimestral, Madrid, <http://www.ortegaygasset.edu/circunstancia/principal.htm>

22 «Inventario de mis pérdidas económicas, intelectuales y morales, por causa de la guerra civil de España», apuntes en los que enumera todos sus bienes, (desde sus casas de San Esteban de Pravia y Campello, en Alicante, hasta sus apuntes para libros nuevos); AA.VV., *Rafael Altamira (1866-1951)*, Alicante, Instituto Juan Gil-Albert, 1987, p. 225. V. P. Aubert, «Rafael Altamira, la redención nacional por la Historia», *Actas del Coloquio internacional, La Huella de Altamira*, Madrid, Universidad Complutense, 2012, p. 37-90 . «Los intelectuales y la quiebra de la democracia en España: entre la Tercera República y la Tercera España», communication au Congrès Internacional, La Guerra Civil española (1936-1939) Santos Juliá (dir.), Madrid 27-30 novembre 2006. En ligne : http://www.secc.es/media/docs/17_5_Aubert.pdf

23 Benedetto Croce, *Histoire de l'Europe au ^{xix}e siècle* (1931), Paris, Gallimard, 1973, p. 433.

rhétorique de donner la parole au peuple²⁴. Il court alors le risque de redevenir un intermédiaire, un expert ou un prophète et d'être accusé soit de faire de la politique sans le contrepois des actes réels soit de vouloir instaurer une démocratie sans le peuple, ou de renoncer à ce rôle critique qu'on attend de lui et qu'on lui reproche tout à la fois.

24 P. Aubert, «La fin des intellectuels ou le désir de totalité», *Obliques*, éd. Borderie, Paris, n° SARTRE inédit, 1979, p. 301-305 ; "Moral und Politik bei Jean-Paul Sartre", Jürgen Sieß (ed.), Frankfurt-New York, Campus Verlag, 1984, p. 173-199. ; "La disparition de l'intellectuel", (Actes du Colloque de Cerisy sur Sartre, juin 1979), *Etudes sartriennes, II-III, Cahiers de sémiotique textuelle*, n°5-6, 1986, Université de Paris X, p. 133-137.